

Projet

Eglise Saint-Pierre de PUISSEGUIN

Etalement intérieur partiel de la voûte de la nef

Situation du
projet

Eglise Saint-Pierre
2, place Fressineau
33570 PUISSEGUIN

Maître d'ouvrage

Commune de PUISSEGUIN
22, avenue Beauséjour
33570 PUISSEGUIN

R.C

Règlement de Consultation



Date

Avril 2025

Réf.

W 775

Maîtrise d'œuvre



ARCHITECTURE PATRIMOINE

denis BOULLANGER
delphine GRAMAGLIA
philippe LEBLANC
architectes du patrimoine - dplg

60 rue Hoche 33200 BORDEAUX

www.architecturepatrimoine.fr - contact@architecturepatrimoine.fr - tél: 05 56 08 50 35

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Pouvoir adjudicateur :

Commune de PUISSEGUIN

Objet de la consultation :

MISE EN PLACE D'UN ETAIEMENT INTERIEUR PARTIEL SOUS LA VOUTE DE LA NEF

RAPPEL : En application des dispositions prévues à l'article R2132-7 du Code de la Commande Publique, les documents requis des soumissionnaires devront être transmis par voie électronique sur un profil acheteur.

Date et heure limite de remise des offres :

LUNDI 19 MAI 2025 à 16 h 00

SOMMAIRE

Article 1 : Objet et mode de la consultation	3
1.1. Objet de la consultation.....	3
1.2. Etendue de la consultation	3
1.3. Décomposition du marché	3
1.4. Calendrier et durée du marché.....	3
1.5. Présentation des offres	3
1.6. Visite du site.....	3
Article 2 : Dossier de consultation	3
2.1. Contenu du dossier de consultation	3
2.2. Modalités de retrait du dossier de consultation	4
Article 3 : Remise des propositions	4
3.1. Conditions de participation	4
3.2. Documents à produire.....	5
3.3. Modalités de remise des propositions	5
3.4. Variantes	6
3.5. Délai de validité des propositions.....	6
3.6. Date limite de réception des offres.....	7
Article 4 : Modalités de jugement des propositions.....	7
4.1. Critères de jugement des offres	7
4.2. Suite à donner à la consultation	7
Article 5 : Renseignements complémentaires.....	8
5.1. Demande de renseignements :	8
5.2. Modification de détail au sein du dossier de consultation	8
5.3. Recours.....	8

Article 1 : Objet et mode de la consultation

1.1. Objet de la consultation

La présente consultation concerne la prestation suivante :

EGLISE SAINT-PIERRE – PUISSEGUIN

Mise en place d'un étaielement intérieur partiel sous la voûte de la nef

REALISATION EN UNE TRANCHE DE TRAVAUX :

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant : **Eglise Saint-Pierre – 2, place Fressineau – 33570 PUISSEGUIN**

1.2. Etendue de la consultation

Cette consultation est une procédure adaptée passée en application des articles R2123-1 1° et R2113-4 du Code de la Commande Publique.

1.3. Décomposition du marché

1.3.1. Lots

La présente consultation fait l'objet d'un allotissement au sens de l'article L2113-10 du Code de la Commande Publique. L'opération fait ainsi l'objet d'un seul lot :

- **Lot n°1 : ETAIEMENTS**

1.3.2. Tranches

Sans objet

1.4. Calendrier et durée du marché

A titre purement indicatif, le démarrage du chantier est prévu en **JUIN 2025** et la durée prévisionnelle des travaux, à compter de la réception de l'ordre de service, est de **1 mois**.

1.5. Présentation des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro.

1.6. Visite du site

Une visite du site pourra être réalisée par les entreprises qui le souhaitent. Un rendez-vous devra être pris auprès du secrétariat de mairie aux heures d'ouverture. (du lundi au jeudi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30 – le vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 30). Téléphone : 05 57 55 22 20 – mail : mairie.puissequin@orange.fr

Article 2 : Dossier de consultation

2.1. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- Le présent règlement de consultation
- L'avis d'appel public à la concurrence
- L'acte d'engagement
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières
- Les plans architectes
- Le cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire

D'autres pièces complémentaires pourront être jointes :

- Le plan général / la notice de coordination de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)
- Les résultats des analyses en laboratoire déjà effectuées sous réserve de leur obtention avant le lancement de la consultation

2.2. Modalités de retrait du dossier de consultation

Le retrait du dossier de consultation est uniquement possible par voie électronique à l'adresse suivante : <https://demat-ampa.fr>

Article 3 : Remise des propositions

3.1. Conditions de participation

3.1.1. Groupements

Les groupements momentanés sont autorisés et devront, après attribution du marché, prendre la forme de groupements solidaires ou de groupements conjoints avec mandataire solidaire (afin de garantir les intérêts de la collectivité en cas de défaillance de l'un des cotraitants).

3.1.2. Sous-traitance

L'offre, qu'elle soit présentée par un seul prestataire ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Le candidat envisageant d'avoir recours à la sous-traitance devra joindre à son offre une demande d'agrément (DC4 disponible sur www.economie.gouv.fr). Cette dernière devra notamment indiquer :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

3.1.3 Qualifications

Au regard de la complexité de la prestation et de l'intérêt patrimonial du site, les entreprises devront disposer au minimum une ou plusieurs des qualifications suivantes :

Qualification	Désignation	Lots concernés
2183	Restauration pierre de taille et maçonnerie du Patrimoine ancien	Lot 01
219	Restauration des Monuments Historiques	Lot 01
2392	Restauration de charpente du patrimoine	Lot 01
2393	Restauration de charpente des monuments historiques	Lot 01

Ou disposer de références sur des chantiers relatifs à des Monuments Historiques présentant des problématiques et un niveau de complexités comparables à l'objet du marché et les illustrer par des photos et références.

3.2. Documents à produire

Les candidats devront fournir les pièces suivantes :

3.2.1. Pièces relatives à la candidature

- Une **lettre de candidature** (DC1 disponible sur www.economie.gouv.fr)
- Une **déclaration du candidat** comprenant notamment le chiffre d'affaires hors taxes des trois derniers exercices disponibles (DC2 disponible sur www.economie.gouv.fr) **[document à fournir par chaque cotraitant en cas de groupement]**

Nota : En application de l'article R2143-4 du Code de la Commande Publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen [DUME] en lieu et place des deux documents mentionnés ci-dessus.

- Une **liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années**
- Une **déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat** et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années
- L'indication des **titres d'études et professionnels** du candidat
- Une **description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique** dont le candidat disposera pour l'exécution du marché

3.2.2. Pièces relatives à l'offre

- **L'acte d'engagement** (joint au dossier de consultation) à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des prestataire(s)

[Sur la première page de ce dernier, devra être mentionné une adresse courriel utilisable par l'acheteur pour toute correspondance avec le groupement candidat durant la procédure de passation]

- **Un mémoire technique**: Il portera sur les conditions d'exécution de la mission et notamment sur les moyens proposés (personnels et équipements dédiés à l'opération...) ainsi que sur l'organisation spécifique au chantier et l'explication technique de l'offre (matériaux, analyse des contraintes et des difficultés techniques propres au chantier, démarche qualité et environnementale, dispositions relatives à la sécurité de chantier, dispositions relatives à la gestion et au traitement des déchets de chantier...)
- **Les notices techniques** des produits proposés pour le chantier
- **La décomposition du prix global et forfaitaire** (jointe au dossier de consultation) à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des prestataire(s)

3.2.3. Vérification des quantités (le cas échéant, en cas de marché à prix global et forfaitaire avec quantitatif fourni au sein de la DPGF)

A toutes fins utiles, il est rappelé à l'entrepreneur qu'il est tenu de vérifier, avant la remise de son offre, que les documents en général et la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire en particulier, ne contiennent pas d'erreur, d'omissions ou de contradictions.

3.3. Modalités de remise des propositions

3.3.1. Remise exclusive par voie électronique

Conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du Code de la Commande Publique, la personne publique accepte uniquement la transmission des offres par voie électronique sur la plate-forme <https://demat-ampa.fr>

Dans cette hypothèse, il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre en « dernière minute » et de s'être assurés par un test préalable qu'ils maîtrisent bien le mode de fonctionnement de la plateforme.

Les documents de la consultation dont la signature électronique est requise devront être signés électroniquement avec un certificat de signature électronique conformément à l'arrêté du 22 Mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

La collectivité se réserve la possibilité de demander une régularisation de toute offre transmise par voie papier.

3.3.2. Remise d'une copie de sauvegarde (facultative)

Parallèlement à la remise électronique de leurs offres, les soumissionnaires peuvent, s'ils le souhaitent, faire parvenir à l'acheteur, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur un support physique électronique (clé USB, CD-ROM etc..) ou sur un support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des offres.

Cette copie doit être placée dans un pli scellé comportant les mentions suivantes :

<p style="text-align: center;">EGLISE SAINT-PIERRE de PUISSEGUIN</p> <p style="text-align: center;">Mise en place d'un étaielement intérieur partiel sous la voûte de la nef</p> <p style="text-align: center;">REALISATION EN UNE SEULE TRANCHE DE TRAVAUX :</p> <p style="text-align: center;"><u>COPIE DE SAUVEGARDE</u></p> <p style="text-align: center;">NOM DU CANDIDAT</p> <p style="text-align: center;">NE PAS OUVRIR</p>
--

Cette copie de sauvegarde sera transmise par voie postale, ou remise contre récépissé à l'adresse suivante :

Mairie de Puisseguin

22 avenue Beauséjour – 33570 PUISSEGUIN

Les horaires d'ouverture de la collectivité sont les suivants : appeler ou se référer au site internet de la mairie auparavant

Cette copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les stricts cas mentionnés à l'article 2 de l'**arrêté du 22 Mars 2019** fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde (offre électronique ne pouvant être ouverte, programme informatique malveillant etc...).

3.4. Variantes

3.4.1. Variantes à l'initiative des soumissionnaires

Les variantes sont autorisées. Le candidat est néanmoins tenu de répondre au préalable à l'offre de base et devra présenter les éventuelles variantes distinctement de cette dernière.

3.4.2. Variantes à l'initiative de l'acheteur (anciennes prestations supplémentaires éventuelles)

Conformément à l'article R2151-9 du Code de la Commande Publique, l'acheteur exige :

Sans Objet

Ces variantes obligatoires sont décrites au sein du Cahier des Clauses Techniques Particulières. Elles sont des **prestations supplémentaires éventuelles (anciennes options techniques)** que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retenir ou non lors de la signature du marché.

La réponse à ces variantes sont obligatoires. Dans le cas contraire, l'offre du candidat sera déclarée irrégulière.

3.5. Délai de validité des propositions

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

3.6. Date limite de réception des offres

Les candidats devront impérativement faire parvenir leur offre avant le LUNDI 19 MAI 2025 à 16 h 00.

Article 4 : Modalités de jugement des propositions

4.1. Critères de jugement des offres

Les offres seront jugées au moyen des critères suivants avec leur pondération :

- **Valeur technique : 60 %**
- **Valeur financière : 40 %**

La notation de chaque critère s'effectuera en utilisant la répartition suivante :

- **Valeur technique : 60 points :**

Elle sera jugée au moyen des sous-critères suivants :

- l'analyse de l'étude de ce dossier faite par l'entreprise, et de sa note méthodologique sur **20 points**, (noté de 1 à 5 avec le barème suivant : 5 : très satisfaisant – 4 satisfaisant – 3 acceptable – 2 peu satisfaisant – 1 insatisfaisant. Cette note sera multipliée par 4.)
- l'étude des prestations proposées en quantité et qualité sur **20 points**, (noté de 1 à 5 avec le barème suivant : 5 : très satisfaisant – 4 satisfaisant – 3 acceptable – 2 peu satisfaisant – 1 insatisfaisant. Cette note sera multipliée par 4.)
- Moyens et références sur **20 points** (Noté de 1 à 5 avec le barème suivant : 5 : très satisfaisant – 4 satisfaisant – 3 acceptable – 2 peu satisfaisant – 1 insatisfaisant. Cette note sera multipliée par 4.)

Nota : L'absence de note méthodologique ou de mémoire technique, quand celui-ci est demandé, rend l'offre Irrégulière

- **Valeur financière : 40 points :**

L'offre est notée sur **40 points**, en classant les offres de base (hors option) par la formule suivante :

$$\text{Note} = 40 \times \frac{\text{offre la plus basse}}{\text{Offre analysée}}$$

Offre analysée

Les notes des candidats seront arrondies au centième.

Conformément aux articles R2152-3, R2152-4 et R2152-5 du Code de la Commande Publique, l'acheteur public a la possibilité d'écarter les offres jugées anormalement basses après avoir demandé au candidat, par écrit, des précisions sur la composition de l'offre et après avoir vérifié les justifications fournies.

Il est, enfin, précisé que le défaut de signature de **l'acte d'engagement lors du dépôt de l'offre** ne constituerait pas une irrégularité substantielle.

4.2. Suite à donner à la consultation

La collectivité pourra négocier avec les trois candidats les mieux-disants. Cette négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre. La collectivité se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation. L'offre qui obtiendra le total le plus élevé sera désignée offre économiquement la plus avantageuse. Dans le cas où plusieurs candidats arriveraient ex-aequo, le marché sera attribué à celui ayant obtenu la meilleure note au critère prépondérant (soit à la valeur financière).

L'attributaire pressenti fournira les documents mentionnés au sein des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande Publique ainsi qu'une attestation d'assurance de responsabilité obligatoire telle que prévue à l'article L.243-2 du code des assurances. En cas de groupement, un document d'habilitation du mandataire devra également être fourni. Ce dernier devra être signé électroniquement par l'ensemble des membres du groupement et être d'une date antérieure à la date de signature de l'acte d'engagement par le mandataire. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

En l'absence de production de ces documents dans le délai imparti ou dans le cas où le candidat se trouverait dans un cas d'interdiction de soumissionner, l'élimination du candidat sera prononcée par le pouvoir adjudicateur qui présentera la même demande au candidat suivant (dans le classement des offres).

Article 5 : Renseignements complémentaires

5.1. Demande de renseignements :

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats devront uniquement utiliser la plate-forme de dématérialisation <https://demat-ampa.fr>

5.2. Modification de détail au sein du dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché.

Les candidats devraient alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Dans l'hypothèse où la date limite fixée pour la remise des offres était reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

5.3. Recours

L'instance chargée des procédures de recours est :

Tribunal Administratif de BORDEAUX

9 Rue Tastet

CS 21490

33063 Bordeaux Cedex

Téléphone : 05.56.99.38.00

Télécopie : 05.56.24.39.03

Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr